

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21142 - 78ÈME ANNÉE

Large intersyndicale contre la régression sociale

Retraites : créer le rapport de forces pour stopper la casse sociale

Le projet de régression des retraites présenté par le gouvernement suscite la mobilisation d'une large intersyndicale. Une journée d'actions est prévue le 19 janvier. À La Réunion au sein de l'intersyndicale, la CGTR notamment appelle à créer le rapport de forces nécessaire pour faire retirer le projet. Car si le débat se limite à l'Assemblée nationale, rien ne pourra empêcher la casse sociale de passer.

Le gouvernement a présenté mardi 10 janvier un projet de loi rendant plus difficile l'accès au droit à une retraite à taux plein. Il prévoit un recul progressif de l'âge minimum légal à 64 ans en 2030 au lieu de 62 ans actuellement. Sur ce plan, c'est un retour plus de 40 ans en arrière. Rappelons qu'en 1981, l'âge de départ à la retraite du régime général avait été fixé par la loi à 60 ans, au lieu de 65 ans.

La durée minimale de cotisation pour bénéficier d'une retraite pleine augmentera lui aussi pour atteindre 43 ans à partir de 2027.



Et si cette majorité a du mal à se dessiner ou si le débat traîne en longueur, il utilisera l'article 49-3 de la Constitution pour conditionner le vote de la loi au refus d'une motion de censure. Même si le parti du président de la République n'a pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, l'opposition n'a encore jamais réussi à s'unir pour faire tomber le gouvernement et donc empêcher le vote d'une loi.

Mobilisation le 19 janvier

Hier à La Réunion, l'Intersyndicale a annoncé une mobilisation le 19 janvier contre ce projet. Elle est constituée de 10 syndicats. C'est donc un important rassemblement qui s'est constitué pour porter un projet alternatif : améliorer le montant des pensions, abaisser l'âge légal du départ en retraite et diminuer la durée de cotisation. Les marges de manœuvre financières existent, d'autant plus que le système actuel n'est pas déficitaire. Il suffit de constater les 80 milliards d'euros distribués par les 40 sociétés du CAC 40 à leurs actionnaires. Mieux taxer l'argent du capital permettra d'utiliser ces richesses tirées du travail des salariés de manière plus efficace.

Pour faire passer ce projet, le gouvernement passe par la voie institutionnelle. Soit il est sûr d'obtenir une majorité même relative à l'Assemblée nationale.

L'importance d'une prise de conscience générale

Autrement dit, le rapport de forces doit se créer en dehors de l'Assemblée nationale. Et il doit être écrasant pour que le gouvernement retire son projet. Jacques Bhugon, secrétaire général de la CGTR a appelé hier à la création de ce rapport de forces : « c'est le rapport de force et la mobilisation qui seront déterminants contre cette réforme ».

La journée d'action du 19 janvier donnera une première indication du rapport de forces. Ce sont des millions de manifestants qui devront être dans les rues pour faire céder le gouvernement. D'où l'importance d'une prise de conscience générale : stop à la casse sociale.

Message des députés 97 à Paris : « discuter d'égal à égal et être entendu parce que nous avons la légitimité des peuples qui nous ont élus »

Au lendemain du succès de la rencontre avec la population à l'Université de Guyane, le séminaire Rencontre des députés des territoires 97 s'est conclu avec l'ambition d'être renouvelé chaque année dans un territoire différent. 18 députés d'anciennes colonies intégrées à la République ont participé à cet échange. Moetai Brotherson, député indépendantiste de Polynésie et président de la Délégation des « outre-mer » à l'Assemblée nationale a rappelé le 10 janvier l'objectif : « il consiste à envoyer à l'exécutif parisien jacobin un message fort qui est de dire : on ne veut plus discuter avec vous en haut et nous tout en bas, on veut discuter d'égal à égal et être entendu parce que nous avons la légitimité des peuples qui nous ont élus ».

Ce 9 janvier, au troisième jour du séminaire Rencontre des députés des territoires 97, avait lieu une réunion publique à l'Université de Guyane. Le succès était au rendez-vous, l'amphithéâtre était comble. Cette réunion était un temps fort de cette initiative qui est appelée à se renouveler dans d'autres territoires. Chaque année, les députés des anciennes colonies intégrées à la République sont invités à faire leur rentrée parlementaire loin de Paris, comme cette année en Guyane.

« Envoyer à l'exécutif parisien jacobin un message fort »

Au lendemain de cette rencontre publique, Moetai Brotherson, député du Front de libération de la Polynésie (Tavini Huiraatira), était invité d'une émission de Guyane Première. Il est président de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale. Voici des extraits de son intervention publiés par Guyane Première :

« C'était un moment très fort, j'ai été touché par l'accueil, la ferveur du peuple guyanais et cela a été un bon très bon moment d'échanges ! ... C'est ce qu'attendaient les Guyanais et l'ensemble des Ultramarins que l'on puisse laisser tomber les drapeaux et se battre ensemble pour les Outre-mer... »

« On se place dans une perspective un peu décalée on fait un pas de côté qui est essentiel. Il consiste à

envoyer à l'exécutif parisien jacobin un message fort qui est de dire : on ne veut plus discuter avec vous en haut et nous tout en bas, on veut discuter d'égal à égal et être entendu parce que nous avons la légitimité des peuples qui nous ont élus... ».

« Ensemble, nous serons beaucoup plus fort »

Le résultat de ce séminaire a débouché sur des propositions. Olivier Serva, député de la Guadeloupe, a précisé la démarche à Guyane Première : « En Tant que députés, dans le cadre d'un parlement dont aujourd'hui la majorité n'est pas stabilisée, on va compter, on va peser, on va chasser en meute (comme a dit le député Ratenon), pour simplement dire à la France que si elle veut pouvoir continuer à rayonner dans le monde, il faut qu'elle tienne compte de nos réalités. Et, ensemble, nous serons beaucoup plus forts. Nous allons présenter, au Président de la République et à la Première ministre, un certain nombre de positions unanimes prises, durant ces quelques jours de séminaire. On ne peut pas accepter qu'un territoire ait 15, 20, 30 années de retard par rapport à l'Hexagone ».

Autre député de la Guadeloupe, Élie Califer, a donné à Guyane Première un exemple : « Un élément fondamental qui pose problème au niveau des territoires : la cherté de la vie. L'essentiel pour nous est d'arriver à une certaine résolution, qui nous permettrait de revenir au Parlement et poser, avec pertinence, des solutions qui nous permettraient de sortir de ces prix qui sont rédhibitoires ».

Plus de 30000 véhicules importés en 2022 : coûteuse fuite en avant

30075 immatriculations de véhicules neufs à La Réunion dont 26667 voitures particulières en 2022 contre 32768 immatriculations au total en 2021. En 2019, le nombre de près de 35000 avait été atteint. Cette baisse de 8 % entre 2021 et 2022 est généralement qualifiée de mauvaise année pour les professionnels de l'automobile. C'est d'ailleurs la thèse la plus répandue dans les médias. C'est une nouvelle illustration de la difficulté de se rendre compte d'une réalité, celle de La Réunion.

En effet, plus de 30000 nouveaux véhicules est une mauvaise nouvelle pour le développement de l'île.

Cela signifie tout d'abord que des richesses créées à La Réunion ou de l'argent obtenu par des transferts publics ont servi à financer l'importation de plus de 30000 marchandises construites dans d'autres pays.

Ensuite, ce sont donc plus de 30000 véhicules qui ont encombré un réseau routier déjà saturé avec à la clé une augmentation de la pollution, et des pertes de temps causées par les embouteillages toujours plus importants. À cela s'ajoute la place prise par ces véhicules sur la voie publique.

Enfin, au rythme de 30000 importations de véhicules par an se pose automatiquement la question du devenir de ces biens quand ils seront réduits à l'état d'épave dans quelques années. Leur élimination n'est en effet pas de la responsabilité du constructeur, de l'importateur ou du vendeur. Ce sera aux Réunionnais de gérer le problème.

Face à l'impasse où mène le tout-automobile à La Réunion, laisser les portes ouvertes à l'importation de véhicules aggravera tous les ans la situation. Importer plus de 30000 véhicules par an à La Réunion est une coûteuse fuite en avant, pour aujourd'hui et pour les générations futures.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zénosside an silanss I vo myé d'ète promyé son kaz ké dèrnyé shé lé z'ot

Mézami, souvan défoi, néna in késtyon i tourn, i rotourn dann mon tête — konm la késtyon zénosside band pèp — é kan sa i ariv koté landroi mi viv, koté landroi mi lé — issi dann loséan indien — mi apèrsoi mèm pa. Sof si d'ote moune pli vizilan i romark pou mwin, i mète lo doi dessu pou fé romarke amwin sak l'après arivé.

Sé lo ka d'sak lé riskab ariv bann shagossien.

Mi rapèl in foi, in kamarade, téi parl dovan mwin in késtyon d'zénosside donk d'in krime kont in pèp zistoman an parlan lo pèp shagossien é in n'ot téi réponde lo mo lé tro for, dann in ka konm sète noute bann frèr é sèr péi shagos i fo pa koz konmsa. Konm zot i oi mèm bande mo pou rakonte in sityassion dé foi i ariv ké nou lé pa dakor.

Poitant 2 shif i sifi pou nou rande anou konte sak l'après arivé dovan nout zyé : i paré kan bann shagossien lété défandi rès shé zot l'avé 3500 pèrsone. Nou lé sinkantan après donk koméla é d'après bande shagossien zot mèm i rès a popré 400 pèrsone lé né laba é lé ankor vivan dann lil Maurice — néna d'ote lé in pé fane fané Sésèl é d'ote landroi.

Biensir néna toute band déssandan é sa i fé par-la dis mil pèrsone. Mé zordi d'après sak mi konpran lo bande déssandan, antouléka, déssèrtin rante zot l'après domandé si lé pa pli profétab gingn la sitoiyènté britanik ké oir Shagos rotourn dann la républik Maurice. In pé i kalkil mèm fé in prossé gouvernman Royaume uni pou sa... Fèr in prossé la pa gingn in prossé bien antandi, mé zot i di pétète an fézan dézorde sak zot lé dan la krintiv i ariv, i ariv ar pa... mé zot i konpran lé kant mèm possib — é la pa pass loin — k'in pèp lé dissoude dann in n'ote san ké ni romarke donk k'in zénosside an silanss i ariv san ké ni fé antanssion.

Rozman bande shagossien i lite é i fo ni rokoné zot kouraz lité... Zordi i négossyé, é domin sak i vé an parmi zot va gingn alé shé zot. Après nora la bataye pou lo dévlopmen épi la kiltir shagossienne é dann bataye-la mi panss in majorité va fini par konprand k'I vo myé d'ète promyé son kaz ké d'ète dèrnyé shé lé zot.

A bon antandèr. Salu !

Justin